



Pendant son année de présidence, Georges Godel a notamment accueilli le Conseil fédéral en course d'école à Charmey. ARCH - A. VULLILOUD

«Un Gouvernement fort et soudé»

Georges Godel achève sa présidence du Conseil d'Etat le cœur lourd. Les dossiers chauds n'ont pourtant pas manqué, à commencer par la réforme fiscale.

DOMINIQUE MEYLAN

BILAN. C'est avec beaucoup d'émotion et de regrets que Georges Godel quitte la présidence du Conseil d'Etat, la dernière pour lui, puisqu'il ne peut revendiquer un nouveau mandat en 2021, après trois législatures au Gouvernement. Le directeur des Finances, qui endossait pour la deuxième fois cet habit, n'a pas boudé son plaisir. «L'année 2018 a été vraiment merveilleuse et passionnante. C'est dommage d'arriver au bout», a-t-il affirmé hier en conférence de presse.

Politiquement, l'année s'est achevée par un important succès devant le Grand Conseil avec l'adoption du message de mise en œuvre de la réforme fiscale la semaine dernière. Une victoire d'étape, admet Georges Godel, qui dit néanmoins être fier que le projet ait été accepté sans retouche. «Cette réussite est aussi le résultat d'un Gouvernement soudé.»

En tant que chef du Gouvernement, le Glânois a dû intégrer un nouveau membre au sein du collège: le libéral-radical gruérien Didier Castella a remplacé Marie Garnier à la tête de la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts. «L'opération est réussie», estime Georges Godel qui loue une «ambiance excellente» parmi les sept conseillers d'Etat.

Sur les quatre derniers mois de Marie Garnier, il se montre moins disert. «Le

Conseil d'Etat a tourné la page. Nous n'avons rencontré aucun problème jusqu'à l'arrivée de notre nouveau collègue Didier Castella.»

HFR et retraites

Un dossier d'envergure a occupé l'Exécutif pendant de longues séances: l'Hôpital fribourgeois, qui traverse de grosses difficultés financières. Pour le démocrate-chrétien, le Gouvernement a su prendre les choses en main et étudier l'ensemble des problèmes. «Aujourd'hui, ça avance», considère-t-il tout en admettant: «Oui, il aurait fallu prendre des mesures plus vite et oui, il faut assainir la situation.»

La réforme de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat constitue un autre défi. Le sujet a connu une avancée en 2018. Le Gouvernement a mis trois variantes en consultation. «Là aussi, nous aurons besoin d'un Gouvernement fort et soudé pour faire passer cette réforme», juge Georges Godel. Pour l'heure, les partenaires sociaux semblent moyennement ravis des perspectives offertes par le Conseil d'Etat.

Qui doit financer le matériel scolaire et les activités sportives et culturelles? Pas les parents, selon le Tribunal fédéral. Les autorités ont été obligées de se saisir de la question, qui sera définitivement réglée l'année prochaine. Les résultats de la consultation sont en cours d'analyse.

Des échecs, Georges Godel peine à en nommer. Concernant le centre de stockage interinstitutionnel, pour lequel le Conseil d'Etat a dû renoncer à son projet de Dommidier, il concède: «Nous n'avons pas réussi, mais nous n'avons pas fait d'erreur non plus. Nous avons pris nos responsabilités.» Le terrain était convoité par l'entreprise Wago qui compte y développer plusieurs

centaines d'emplois. Le Conseil d'Etat a choisi de privilégier les intérêts économiques.

Inscrite parmi les priorités du programme de législature, la fusion du Grand Fribourg a enregistré une progression notable en 2018 avec les premières séances de l'assemblée constitutive. De même, le Conseil d'Etat, avec le soutien du Grand Conseil, a alloué les montants nécessaires au développement d'une administration 4.0, un des projets phares de la législature.

Une médaille olympique

Georges Godel a eu le plaisir d'accueillir une médaillée olympique, la skieuse freestyle Mathilde Gremaud de retour de PyeongChang. Avec les Fribourgeois Alain Berset, président de la Confédération, et Dominique de Buman, président du Conseil national, les échanges et les rencontres entre Fribourg et Berne ont été particulièrement nombreux. Le canton a par exemple reçu la visite du président allemand Frank-Walter Steinmeier.

Le Conseil d'Etat s'est réuni à 42 reprises, contre 57 fois en 2017. Dix-sept projets de loi et 24 projets de décret ont été acceptés par le Parlement cantonal. Les autorités se sont montrées très actives dans la communication, puisque le canton a diffusé pas moins de 320 communiqués et convoqué 66 conférences de presse.

Demierre vice-présidente

Georges Godel sera remplacé à la présidence du Conseil d'Etat par le directeur de l'Instruction publique, de la culture et du sport Jean-Pierre Siggen. La Gruérienne Anne-Claude Demierre, chargée de la santé et des affaires sociales, assurera la vice-présidence. ■